

Ciné-Bulles

Le cinéma d'auteur avant tout

Éditorial : Un pays, deux cinémas, une menace

Michel Coulombe

Volume 7, numéro 2, novembre 1987, janvier 1988

URI : id.erudit.org/iderudit/34513ac

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

ISSN 0820-8921 (imprimé)
1923-3221 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Coulombe, M. (1987). Éditorial : Un pays, deux cinémas, une menace. *Ciné-Bulles*, 7(2), 2-3.

Tous droits réservés © Association des cinémas parallèles du Québec, 1987

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Michel Coulombe

Un pays, deux cinémas, une menace

« L'industrie du cinéma canadien a laissé loin derrière elle sa sombre période des abris fiscaux des années 1979-1980. Beaucoup des films financés alors par les médecins ou les avocats, à soudaine vocation de producteur pour échapper aux percepteurs, moisissent maintenant dans un coin, oubliés de tous. Ils sont tellement mauvais qu'aucun distributeur ne voudrait prendre le risque de les montrer au public. Plusieurs de ces navets ont coûté entre 2 et 5 millions de dollars et affichaient des grands noms de Hollywood. Ce sont ces noms, et non pas un scénario intelligent ou encore, plus important, de solides arrangements de financement et de distribution, qui ont attiré tous les investissements.

Aujourd'hui, les longues files d'attente que l'on a vues au Festival montrent que les actionnaires sont toujours intéressés par le cinéma canadien. C'est maintenant une industrie plus mûre qui s'est débarrassée de certains fruits verveux qui contaminaient la scène du cinéma canadien, tout particulièrement dans le Canada anglophone. Les folies à gros budgets, genre Hollywood, font maintenant partie du passé — avec une exception de temps à autre, **Joshua Then and Now**, par exemple. »
(Sylvie Voiseux, **Le Devoir**, 22 septembre 1986)

■ Le Canada existe. C'est incontestable. D'ailleurs tous les bons dictionnaires vous le confirmeront. Il existe bel et bien, vaste et prospère, avec sa monnaie, son Parlement, ses frontières, son économie et ses Canadiens. Tout ce qu'il faut, on l'admettra, pour constituer un pays ni meilleur ni pire que les autres. Mais, existe-t-il, ailleurs que dans les appels à l'unité nationale des gourous du non en période de crise référendaire, un espace culturel canadien ? A-t-on même jamais ébranlé le mur qui sépare, depuis la Conquête, les deux historiques solitudes ? Voilà un sujet en or pour le petit politicien aux dents longues à qui on aurait demandé de prendre la parole aussitôt après les dernières notes de l'hymne national. Il éviterait soigneusement toute allusion à l'indifférence traditionnelle qui simplifie considérablement le voisinage des deux peuples fondateurs. Et il ne se risquerait surtout pas à parler cinéma. Pourtant...

D'un océan à l'autre, le cinéma a pris des visages différents. Deux cinémas nationaux ont grandi, voisins et étrangers. Pendant que leurs collègues canadiens, modestes, admiraient de loin ces diables de Québécois et leur cinéma d'auteur, les cinéphiles québécois, peu soucieux d'équité, s'enthousiasmaient plus volontiers pour le nouveau cinéma australien que pour les films canadiens dont ils auraient eu peine à nommer les réalisateurs. Significatif. Les cinéastes canadiens sont presque condamnés à ne devenir célèbres et dignes d'intérêt que dans l'exil, lorsqu'ils ont traversé le 49^e parallèle, comme Ivan Reitman, Ted Kotcheff et Daniel Petrie. Cruel. Après une période plutôt sombre, le cinéma québécois, très apprécié dans les festivals, devait, peu à peu, reconquérir son premier public et s'imposer sur de nouveaux marchés dont le canadien. De son côté, sauf pour des films du peu d'envergure de **Porky** ou de **Meatballs** dont on rêve de pou-

voir dire qu'ils sont étrangers, le cinéma canadien ne connaissait que très rarement de succès au pays. Alors on comprend le vent de ferveur que soulève la sortie successive de **My American Cousin**, **Loyalties**, **Dancing in the Dark**, **I've Heard the Mermaids Singing** et **Family Viewing**. À Toronto comme à Montréal, devant cette qualité nouvelle, on en vient à croire, optimisme nouveau, qu'un cinéma canadien anglophone s'imposera un jour avec ses propres Jutra, Carle, Arcand, Forcier, Mankiewicz, Lefebvre.

La différence entre le Québec et le reste du Canada ne tient pas qu'aux cinématographies. Ainsi, tandis que le marché canadien-anglais, cible parfaite, n'a pu échapper à son destin de satellite saturé de films américains, le marché québécois, celui d'une société distincte, contrôlé pourtant par les mêmes réseaux d'exploitants, a su tirer avantage de l'influence française pour s'ouvrir sur les principaux cinémas européens tout en ne perdant rien de l'actualité cinématographique américaine. Il y a un monde entre Régina et Québec, un monde entre les perceptions qu'on peut avoir du cinéma au Québec et celle qu'on a ailleurs au pays, un monde entre la profusion de festivals québécois et les rares événements qui animent la vie cinématographique dans les provinces de l'Atlantique ou dans les Prairies, un monde entre la législation québécoise qui a une fonction de leadership (faut-il revenir sur la longue et pénible histoire de la Loi 109 confrontée à la résistance des *majors*...) et celles, moins rigoureuses, du reste du pays.

Évidemment, on a cherché à améliorer sensiblement la situation, c'est-à-dire à aplanir les différences entre les uns et les autres et à créer une osmose. On l'a fait moins par souci d'harmonie nationale (les infructueuses diffusions de séries servies dans les deux langues à CBC et Radio-Canada ont ébranlé certaines illusions) que parce qu'il est impardonnable de négliger un marché appréciable qui se trouve à portée de main. Quoi de plus normal que de chercher à rayonner au pays avant d'attaquer d'autres marchés. Le cinéma est une industrie. Une industrie fortement soutenue par l'État en ce qui concerne le Canada, mais une industrie tout de même. C'est fidèle à cette notion d'industrie qu'on a créé, à Toronto, les Génies, ce qui a eu pour effet de révéler le malaise inhérent à la coexistence subite et artificielle de deux cinémas nationaux, l'un appuyé sur une identité culturelle forte, l'autre ambigu et

très vulnérable face à l'oncle Sam. On n'en demandait pas tant. Alors qu'on tentait de se convaincre qu'un pays digne de ce nom ne pouvait avoir, par la force des choses, qu'une cinématographie, on a surtout retenu l'attention de ceux qui espéraient gagner un prix. Voilà tout de même un début. Peut-être l'ouverture d'un bureau québécois des Génies changera-t-elle quelque chose ? On aimerait le croire. Toutefois, on se laisserait plus facilement convaincre par l'action du Festival of Festivals (Toronto) qui, pourtant, n'a pas pour but premier de cimenter les deux cinématographies nationales. Il coule de source, et ce festival l'a rappelé, qu'il est plus pertinent de lancer des films fragiles dans une ville clé comme Toronto pour forcer la porte d'un marché très concurrentiel que de les enterrer sous les Génies en espérant, du coup, en faire des succès auprès de tous ceux qui ne les verront jamais. Une mise en marché vigoureuse vaut mieux que l'attente passive d'un prix. L'expérience récente du **Déclin de l'empire américain** et d'**Un zoo, la nuit** lancés, avec succès, sur le marché canadien au Festival of Festivals le prouve hors de tout doute.

De son côté, le Festival des films du monde n'est pas encore parvenu à imposer le cinéma canadien aux Québécois (un cinéma, il est vrai, qui met du temps à conquérir son premier public). À preuve, lancé au Festival devant un public très réceptif, **Loyalties** d'Ann Wheeler, dont la sortie à Montréal a été honteusement improvisée, a eu tôt fait de s'écraser en salles. Peut-être n'est-ce pas là la fonction du Festival, grande fête populaire du cinéma, qui d'ailleurs ne s'est doté qu'en 1987 d'une section Panorama Canada, croisement du modèle torontois et des Rendez-vous du cinéma québécois. Tout de même, on peut penser que les films canadiens de toutes natures continueront de profiter du réseau, de plus en plus serré, des festivals canadiens, et ce, d'autant plus qu'il existe maintenant une Association des festivals canadiens du film et de la vidéo. Le cinéma d'ici qui, pour prospérer, devra, selon toute vraisemblance, continuer de faire l'événement, ne saurait compter sur de meilleurs alliés.

Mais, évidemment, le premier allié, le frère de sang du cinéma d'ici, quelle que soit sa langue, c'est l'argent. Pas celui des grands studios, ceux-ci n'existent pas. Ni celui de deux ou trois producteurs omnipotents sans lesquels le cinéma se trouverait exsangue ; il n'y en a pas, quoi qu'en pense

Denis Héroux du haut de son empire. Celui de l'État. Celui d'un partenaire qui aura bientôt 50 ans, l'Office national du film du Canada (*National Film Board*), et celui de Téléfilm Canada. Quel que soit le cinéma que font les uns et les autres, ils auront toujours raison de défendre ces deux organismes, garants de la diversité de la production au pays. C'est de ce côté que se trouve le trait d'union.

Sans l'aide de l'État, le cinéma canadien n'est rien. Qu'il parle français ou anglais. Il risque de se perdre dans des *deals* internationaux infernaux où la vacillante identité nationale fera des concessions jusqu'à devenir à peu près imperceptible, ou de voir se multiplier les sous-films encombrés de fausses vedettes, ou encore de faire de la pauvreté de moyens un mode de production qui mènera directement à l'exode des techniciens et à l'indifférence du public, rarement attiré par le cinéma zen. Au Québec, il n'y aura d'autre choix que de parler *english*, mouvement qui est déjà amorcé (**Toby McTeague**, **Peanut Butter Solution**, **Morning Man**, etc.). Aussi est-il normal qu'on monte au créneau, à Toronto comme à Montréal, pour défendre les abris fiscaux que balaie, à toute fin pratique, la détestable réforme Wilson. Il y a quelques années, les dégrèvements fiscaux du gouvernement central phagocytèrent un cinéma canadien naissant, le livrant pieds et poings liés à des béotiens prêts à tout pour participer, sans risque, à la création d'un cinéma néo-hollywoodien gorgé de stars déclinantes amenées sur les plateaux en chaises à porteurs. Faut-il rappeler la carrière éclair de Margaret Trudeau dont on a voulu faire une vedette nationale... Voilà que leur presque disparition risque d'avoir le même effet. On en vient à se demander à quoi mènent les discours de souveraineté culturelle de ces politiciens qui d'une main approuvent l'émergence d'un cinéma national (ou de deux cinémas nationaux, selon leur niveau d'intégrité politique) à la hauteur des exigences du marché, et qui de l'autre étranglent la production au moment où l'investissement (lourd) des 20 dernières années commence à porter fruit. À croire qu'on ne sait trop quoi faire du succès en ce pays et que, sous l'empire des grands comptables, la culture restera malheureusement une donnée secondaire.

Ayons de l'espoir, puisqu'on sait que 1989 sera l'Année officielle du cinéma canadien... Reste à voir quel cinéma on pourra encore célébrer. Qu'on pose la question au ministre Wilson. ■

« Il n'y aurait ni Téléfilm ni abris fiscaux dans un vrai libre-échange, dit M. Silver, un comptable agréé qui travaille principalement avec la télévision. Eh bien ! cela ne va jamais arriver dans un million d'années. Si cela devait arriver, on serait complètement anéanti parce que l'industrie n'est pas suffisamment forte pour faire concurrence à l'industrie des États-Unis. » (Sylvie Voiseux, **le Devoir**, 22 septembre 1986)